

## ANALYSE L'Europe divisée sur la publication des tests bancaires

Reuters 14.09.09 | 13h40

**A**près les Etats-Unis en mai dernier, l'Union européenne doit boucler avant fin septembre son test de résistance du secteur bancaire européen face à la crise mais les Etats membres restent divisés sur la publication des résultats de ces stress tests à l'approche d'un G20 crucial. Regrettant l'absence de consensus sur le sujet, des analystes financiers redoutent que l'exercice se transforme en simple opération de communication destinée à rassurer l'opinion publique sur la santé des banques européennes. "Le côté très délicat et paradoxal des stress tests est que d'un côté il faut évidemment discipliner les banques de tel ou tel pays, et que de l'autre il ne faut pas créer la panique dans l'opinion publique", estime Christophe Nijdam, analyste bancaire chez Alpha Value, une société d'analyse financière. "C'est le genre d'exercice où les banquiers centraux sont un peu sur le fil du rasoir", ajoute-t-il. "On peut s'attendre à la publication de stress tests avec comme message principal: vous voyez, tout va bien".

Coordonnés par le Comité européen des superviseurs bancaires (CESB) et réalisés à partir de scénarios économiques de la Banque centrale européenne (BCE), les tests doivent démontrer la capacité des banques européennes à résister à une forte dégradation de l'environnement économique. Mais alors que des pays comme l'Allemagne et la France sont sortis de la récession économique au deuxième trimestre 2009, certains analystes doutent même de la pertinence de ces tests européens. "Quand on voit l'évolution des données macroéconomiques, les stress tests n'ont plus trop de pertinence. Ces tests arrivent, selon moi, trop tard", souligne Pascal Decque, analyste chez Natixis Securities.

**NOYER FAVORABLE A LA PUBLICATION DES TESTS** Lorsque l'idée d'un grand stress test européen avait été lancée au printemps dernier, les Etats-Unis, qui avaient publié les résultats de leur propre test en mai 2009, ont invité les Européens à en faire autant. Mais l'Union européenne n'est toujours pas parvenue à trouver un terrain d'entente. "Certains disent qu'il faut les publier par nom, d'autres disent surtout pas. Il y a tout un débat et il reste encore beaucoup de flou autour de ces stress tests", fait remarquer Christophe Nijdam. Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France et membre du conseil des gouverneurs de la BCE, s'est dit favorable à la publication du stress test européen [ID:nLR946542]. L'Allemagne s'est en revanche prononcée contre une publication par établissement. "Pour l'instant, il n'y a pas de décision prise sur une forme de communication", a dit vendredi à Reuters Christian Noyer, en marge d'une conférence de presse organisée au ministère de l'Economie. Dans la perspective du sommet du G20 prévue les 24 et 25 septembre prochains à Pittsburgh aux Etats-Unis, les tractations autour de la réglementation des fonds propres des établissements bancaires tendent aussi à reléguer au second plan les tests européens [ID:nL445073]. "Je dirai qu'on a déjà passé cet enjeu-là. Aujourd'hui, le marché est plus orienté sur les décisions du G20 et de la réunion de Pittsburgh", dit Eric Vanpoucke, analyste chez Sal. Oppenheim au sujet du stress test européen. "SIMULER UN INCENDIE" "Les stress tests ne sont pas la panacée. Ce n'est pas une garantie ou une assurance tout risque contre un risque systémique ou de forte détérioration de l'environnement économique ou contre le fait que telle ou telle banque peut se trouver face à de grandes difficultés", relativise Christophe Nijdam. "Un stress test revient en gros à simuler un incendie par fort mistral et en pleine canicule pour en conclure qu'on peut relâcher les pyromanes", fait encore remarquer l'analyste d'Alpha Value. Au plus fort de la crise financière à l'automne 2008, après la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers le 15 septembre 2008, les Etats européens sont intervenus pour soutenir leur secteur bancaire. La France a ainsi débloqué depuis fin 2008 une enveloppe de 19,7 milliards d'euros pour aider les banques françaises à renforcer leurs fonds propres. (Pour un rappel des aides de l'Etat français aux banques [ID:nLL637468]). L'Allemagne a de son côté pris une participation de 25% plus une action dans Commerzbank, la deuxième banque cotée du pays, et pris le contrôle de l'établissement de crédit Hypo Real Estate, la principale victime outre-Rhin de la crise financière. En Grande-Bretagne, le gouvernement a pris 70% du capital de Royal Bank of Scotland et 43,5% de la banque Lloyds dans le cadre de son plan de sauvetage du secteur bancaire de 37 milliards de livres (environ 42 milliards d'euros).

▼ PUBLICITE